

Olivier Destrebecq fait état DE SUSPICIONS de malversations à Télé MB

▶▶ Le ministre Marcourt dément avoir fait référence à des malversations en commission médias ce mardi

“L'équipe de Télé MB n'a jamais caché quoi que ce soit au conseil d'administration”

▶ C'est une bombe que lâche le député wallon Olivier Destrebecq (MR), après avoir interpellé ce mardi en commission médias le ministre Marcourt au sujet de la situation financière de Télé MB. Dans son communiqué de presse, le député louviérois fait état de suspicions de malversations qui seraient à l'origine des difficultés financières de la télévision locale montoise.

Le hic, c'est que le cabinet du ministre Marcourt dément totalement les allégations du libéral. “Le ministre n'a jamais parlé de malversations”, exhorte Gaël Lambinon, l'attaché de presse de Jean-Claude Marcourt, se basant sur la réponse écrite du ministre en charge des Médias.

VÉRIFICATION FAITE, il s'avère en effet que la prétendue suspicion de malversations n'a pas été mentionnée par Jean-Claude Marcourt.

“Si le ministre dément formellement, c'est son droit”, rétorque Olivier Destrebecq. “Mais à partir du moment où un ministre commande urgemment un rapport sur la situation, qu'il nous revient que l'équipe de Télé MB a manqué de transparence puisque des éléments auraient été cachés au conseil d'administration, je pense que s'il n'y a pas suspicion de quoi que ce soit, et pas forcément de malversations, j'ai du mal à comprendre dès lors les motivations du ministre.”

Du côté de la direction de Télé MB, on assure ne pas comprendre la sortie du député libéral. “L'équipe de Télé MB n'a jamais caché quoi que ce soit au conseil d'administration”, confie David Flament, le directeur général. “C'est un mensonge grave ! Je ne comprends pas la virulence des

propos d'Olivier Destrebecq. Par ailleurs, si le ministre commande un rapport pour l'éclairer, il ne fait que son travail et je l'encourage à le faire.”

POUR RAPPEL, un audit récent a en effet mis en lumière que la dette cumulée de cette télé locale serait proche des 600.000 €, avec un déficit structurel annuel de 150.000 à 200.000 €. L'audit a également démontré que le conseil d'administration travaillait depuis des années sur des comptes et bilans qui ne reflétaient pas la réalité et a chargé son bureau de gestion de mettre tout en œuvre afin de rechercher des solutions.

“Un rapport étayant tous ces éléments doit parvenir au ministre dans le mois. J'ai demandé au ministre d'être prêt à nous faire rapport. Je l'interpellerai très prochainement à nouveau sur le sujet.”

La piste du refinancement par les communes était une des possibilités avancées afin de réduire le déficit de Télé MB. “Cependant, en décembre 2014, la télé avait demandé à l'IPFH (Intercommunale pure de financement du Hainaut, NDLR) de doubler ses subsides pour son budget 2015. La part octroyée par les communes se décide pour cette télé locale au niveau de l'IPFH.”

Douze communes sur quatorze avaient alors refusé de revoir le montant octroyé. “L'explication donnée à l'époque : les résultats financiers de l'IPFH avaient sensiblement diminué en 2014 et ainsi les bénéficiaires restitués aux communes étaient moindres...”

Une chose est sûre, ces querelles politiques ne sont pas près de faire avancer la situation de Télé MB...

A. Lcx